



MOK MARETH

Ministre de l'Environnement

**il faut conjuguer
défense de l'environnement
et développement**

spécial Environnement

Sin Niny, vice-Président Comité du Mékong:
les barrages, menace majeure pour l'environnement.
les cas Don Sahong, Sambor, Se San

Conservation International: dans les Cardamomes, la défense
de l'environnement est sur la bonne voie; inquiétudes pour le
stung Areang; un programme pour le Rattanakiri.

**WWF: Seng Teak, au Mondolkiri, défendre la nature contre les planta-
tions, les recherches minières, les immigrants, les barrages ...**

Analyse : 63 507 entreprises au Cambodge

**Actualité: Confection - Tourisme - Banque -
Cadastre - Procès - Preah Vihear - Code pénal
grands chantiers à Phnom Penh et ... *Bankgok Tattoo***

questions d'actualité

Confection : - 30 à 40 % pour 2009 ?

« Non, la situation ne s'améliore pas pour la confection, nous dit M. Van Sou leng, président du GMAC, l'Association des industriels de la confection. Les commandes ne reprennent pas. Les achats des Etats-Unis ont augmenté de 1,7 % en août, mais cela n'a pas concerné le Cambodge. Ce sont le Bangladesh et le Vietnam qui en ont profité.

« Ils ont des commandes parce qu'ils sont moins chers, c'est la première raison; et aussi parce que les commanditaires n'ont pas confiance dans les délais de livraison des industriels du Cambodge: il y a trop de grèves».

«La diminution de l'activité en août, par rapport à août 2008, a été selon les chiffres du ministère du Commerce de 22 %. Je l'estime plutôt à 30 %.

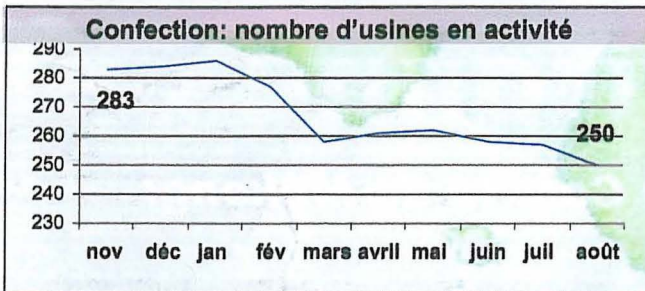
Pour l'ensemble de l'année la diminution pourrait atteindre 30 à 40 %, à moins d'une reprise dans les 20 à 30 jours qui viennent, avec des commandes pour les fêtes de Noël.

«Oui il y a encore des fermetures d'usines, et le chômage continue à augmenter. Il s'agit surtout de fermetures «techniques», c'est-à-dire que les employés sont renvoyés chez eux mais touchent encore la moitié du salaire minimum.

« Non, ça ne s'arrange pas, tout ce que demandent les syndicats est accepté ! Les patrons vont souffrir.»

Les chiffres pour les 8 premiers mois sont nettement mauvais:

- le nombre des usines en activité, qui avait culminé en octobre 2008 avec 313, tombé en novembre à 283, était en août 2009 de 250, soit **63 fermetures en 10 mois**; le nombre des usines que menace la fermeture était en août 2009 de 114 (14 de plus qu'en juin).



- Pour le nombre de salariés en activité, même descente: il est passé de 352 955 en septembre 2008 à 281 236 en août 2009, soit une diminution de 71 719 personnes, un chiffre très important à l'échelle du Cambodge.

- le salaire moyen (masse salariale divisée par le nombre de salariés) était en août de 87,2 dollars mensuels.

- les exportations: elles ont été pour les 8 premiers mois de 2009, de 22 % moins importantes que pour la même période de 2008: 1,58 milliard de dollars, au lieu de 2,05 milliards.

A destination des Etats-Unis, la baisse a atteint 30,5 % (431,1 millions de moins). A destination de l'Europe la baisse des exportations sur 8 mois a été de 7,20 %: 383,6 millions de dollars au lieu de 413,4.

La baisse des exportations en août serait plus forte que les chiffres du ministère du Commerce ne l'indiquent, selon M. Van Su leng, qui estime (ci-dessus) que la baisse pour l'année entière pourrait atteindre 30 à 40%.

63 fermetures d'usine en 10 mois

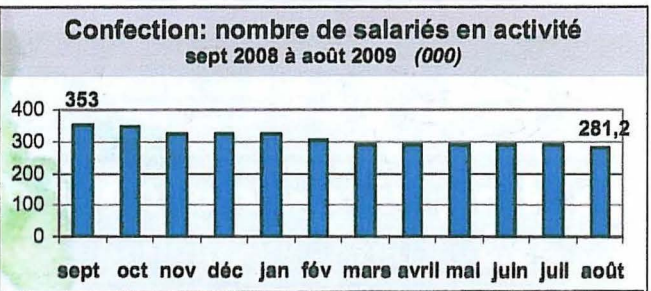
71 719 salariés de moins en 11 mois

Exportations en août: - 22 %

- 30 à 40 % en 2009 ?

plainte des industriels américains contre la Chine

Le National Council of Textile Organizations (NCTO) américain a adressé le 24 septembre aux autorités américaines concernées une plainte contre les pratiques chinoises qui subventionnent les exportations chinoises de produits textiles: diminutions fiscales, subventions pour la recherche et les équipements, prêts bancaires, exemptions de programmes de couverture sociale... Le NCTO se plaint aussi de la sous-évaluation du yuan qu'il estime à 40%. Il demande au gouvernement soit de réagir vigoureusement soit d'autoriser les industriels américains à se défendre eux-mêmes. Le NCTO estime que les pratiques chinoises contribuent à détériorer dans l'opinion l'image de l'économie libérale.



Croissance: prévisions à la baisse

Tenter de chiffrer la croissance de l'économie cambodgienne pour 2009 et 2010 est un exercice sans cesse remis sur le métier, avec des résultats régulièrement réajustés, ce qui leur fait perdre beaucoup de crédibilité. Tour à tour le FMI, la Banque mondiale, l'ADB, l'UNDP, de hauts responsables et divers organismes livrent leurs nouvelles prévisions, elles sont toutes à la baisse (les précédentes remontent à février et mars, *cn 273 et 274*):

ADB: - 1,5% (au lieu de + 2,5 %); FMI - 2,75 % (au lieu de - 0,5). Le gouvernement révisé lui aussi ses chiffres.

D'autres observateurs sont plus optimistes, à cause notamment de l'augmentation attendue de la production agricole. S'il fallait faire une moyenne entre toutes ces prévisions, on aurait sans doute un taux de croissance voisin de zéro.

Pour 2010: tout le monde prévoit une reprise mais personne ne la voit forte ni rapide. + 3,5 % pour l'ADB; + 4,25 % pour le FMI.

On peut faire deux observations:

- les pourcentages de croissance globale n'ont pas une grande signification parce qu'ils prennent mal en compte l'économie informelle (secteur agricole, très petites entreprises commerciales et autres) qui au Cambodge est très majoritaire (*voir p. 4*). Pour évaluer l'état réel de l'économie et ses variations, plutôt que le taux de croissance général, il faudrait pouvoir mesurer le taux de chômage (très difficile à préciser à cause de cette économie informelle), et les variations du niveau de

vie, tenant compte de la santé, de la scolarité, de l'habitat, ... Ce n'est possible qu'à intervalles de plusieurs années.

- les analyses sectorielles sont plus significatives. Elles montrent des situations très contrastées: - très mauvaise dans la **confection** (*voir ci-dessus*), avec des conséquences sur l'emploi (direct et indirect) et le niveau de vie des familles, et sur les exportations (presque 90 % du total); - plutôt bonne dans l'**agriculture** en général (selon les secteurs, les conditions climatiques et les prix); - bonne dans la **banque** (*cn 279*); - maussade à mauvaise dans la **construction** en général et dans l'**immobilier**; - variable, contrastée dans le **tourisme**; - maussade dans les **services** en général ...

Selon l'ADB: reprise en 2010 (extraits du rapport)

On prévoit que la croissance reprendra en 2010 au rythme de 3,5 %, la reprise progressive de l'économie mondiale stimulant les exportations de produits textiles et le tourisme. Cela devrait encourager l'amélioration des revenus et de la consommation.

L'inflation a diminué plus vite que prévu, grâce à la baisse des prix des carburants et des denrées alimentaires, et à celle de la demande intérieure. Le taux d'inflation pour 2009 est maintenant estimé à 0,8 %; il pourrait atteindre 5 % en 2010.

Les importations ont diminué de 18,1 % au premier semestre; les exportations de 10,3 %.

On prévoit que le tourisme reprendra au second semestre et que le ralentissement des exportations devrait s'atténuer.

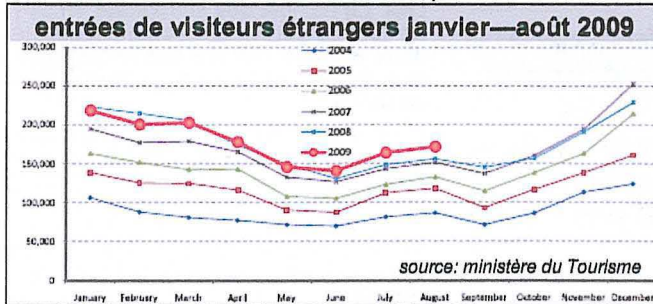
questions d'actualité

Tourisme: progrès confirmés

Au mois d'août sont arrivés au Cambodge 171 668 visiteurs étrangers, soit 9,97 % de plus qu'en août 2008

En juillet, la progression avait été de 10,35 %

La tendance précédente se poursuit donc: en nombre de visiteurs, il y a un net progrès sur 2008. La crise a affecté les premiers mois de l'année, mais depuis juin, il y a de nouveau progrès. De janvier à août inclus, le progrès, en nombre d'arrivées, est de 1,35 %. Il devrait être nettement supérieur pour l'année entière si la tendance actuelle se poursuit.



Les progrès tiennent pour une bonne part aux arrivées de Vietnamiens dont le nombre, pour 7 mois, a augmenté de 43,6 %, tandis que celui des Coréens, des Japonais, des Chinois, des Thaïlandais, des Australiens est en baisse. En augmentation: les Américains, les Britanniques, les Français.

Les arrivées par avion sont en diminution de 13 % (51,4 % du total), les arrivées par la route en augmentation de 20 % (43,3 % du total).

Banques: trop d'argent, pas assez de projets !

Avec la rapide augmentation des dépôts dans les banques, les réserves sont maintenant abondantes. «Ce qui manque, ce sont les bons projets à financer. On nous présente beaucoup de projets qui ne tiennent pas la route, nous devons être très prudents. Et pour les projets sérieux qui existent, les investisseurs ne veulent pas encore se risquer. Ils attendent que la reprise prenne plus de consistance, et en attendant ils mettent leur argent à la banque où, du moins ils rapportent des intérêts».

L'abondance des liquidités n'entraîne pas vraiment une diminution des taux d'intérêts des crédits. À l'Acleda: pour les très petits crédits, de 50 dollars à 1500 dollars (40 millions de riels), le taux est de 2,5 % par mois. Jusqu'à 10 000 \$: 1,8 % par mois. Jusqu'à 50 000 dollars: 1,3 ou 1,2 % par mois. Ces taux ne sont pas trop élevés, nous dit l'Acleda, parce que les très petits crédits entraînent eux aussi des frais administratifs et de transports.

La situation des plus petites banques est en général plus difficile que celle des quatre plus grandes, parce qu'elles sont les filiales de banques étrangères qui, elles, souffrent de la crise financière internationale. Il arrive qu'elles empruntent de l'argent aux quatre plus grandes banques locales. Et elles aussi manquent de projets *bancables*.

(sources: Canadia bank, Acleda bank)

Chaussure: progrès

Au contraire de la confection, l'industrie de la chaussure progresse: pour les 8 premiers mois, les exportations ont atteint 72,2 millions de dollars, soit 26,3 % de plus que pour la même période de 2008.

Pratiquement tous les marchés extérieurs ont participé à cette évolution: les achats de l'Europe, 44 millions de dollars, ont progressé de 11 %; les achats américains ont progressé de 387 % d'une année à l'autre, atteignant 4,2 millions; ceux du Canada, avec 1,6 million, ont augmenté de 215 %.

Procès

On va poursuivre 5 suspects supplémentaires, dont les deux procureurs estiment que le cas est suffisamment documenté.

Ceci va à l'encontre du souhait nettement exprimé à plusieurs reprises par le Premier ministre, qui craint, si l'on poursuit beaucoup de suspects, que cela ne ravive les blessures, ne suscite même une guerre civile.

Les anciens khmers rouges ayant eu ou non d'importantes responsabilités sont aujourd'hui fondus dans la société, dans l'armée, dans les administrations, et craignent évidemment pour leur tranquillité. Existe-t-il encore des réseaux d'anciens khmers rouges? Les anciens hauts responsables pourraient-ils les utiliser pour susciter des troubles? C'est très peu vraisemblable.

On peut comprendre la position du Premier ministre: il a obtenu la reddition de beaucoup de hauts responsables khmers rouges et des effectifs civils et militaires que par la promesse qu'ils ne seraient pas poursuivis, qu'ils seraient intégrés dans l'armée ou dans l'administration.

La solution choisie, ne poursuivre que 10 responsables dont les cas sont fortement documentés est un compromis entre *poursuivre tous les suspects*, ce qui serait matériellement impossible (temps, personnel, ressources financières), avec des effets pernicieux qui pourraient déstabiliser gravement la société, et *ne poursuivre qu'un nombre infime de hauts responsables* ce qui ne serait pas «rendre justice». Construire une machine juridique complexe, un vaste filet qui emploie beaucoup de gens, qui coûte des millions de dollars pour ne ramener que 5 poissons, on pourrait trouver que le rendement est faible.

En tous cas, que le tribunal décide de poursuivre cinq suspects supplémentaires contre l'avis du Premier ministre est bien perçu par l'opinion: c'est bien la preuve que le tribunal est indépendant du pouvoir politique. c.n.

Preah Vihear

Les manifestations d'ultra-nationalistes thaïlandais mises à part, l'ambiance est redevenue paisible et les effectifs militaires, de part et d'autre, ont beaucoup diminué. Les forces cambodgiennes cependant restent en alerte, et le dispositif défensif (postes de tir, tranchées, armes diverses dont lance-roquettes anti-chars et missiles anti-aériens) pourrait être opérationnel dans de très brefs délais. Les intentions des autorités thaïlandaises restent imprévisibles. En attendant sur le terrain, les relations sont cordiales.

Frontières avec la Thaïlande: discussions en panne

«Contrairement à ce qui a été écrit récemment dans la presse thaïlandaise, depuis avril, il n'y a pas eu de progrès sur la question des frontières avec nos interlocuteurs thaïlandais», nous dit M. Var Kim Hong, président du Comité des frontières. Il avait été pourtant convenu le 7 avril dernier, lors d'une réunion de deux jours de la Commission mixte, que les discussions devaient reprendre en juin dernier. Il s'agit d'envoyer sur le terrain des techniciens pour rechercher les anciennes bornes-frontières à Along Veng et dans la province d'Otdar Meanchey.

Mais il faut pour cela l'approbation du ministère des Affaires étrangères thaïlandais, et celle du parlement (pour toutes les questions internationales, selon la constitution thaïlandaise). Or le ministère des Affaires étrangères thaïlandais ne met cette question qu'en 16ème position dans la liste des questions à traiter, et le parlement, au 6ème rang.

«La question des frontières avec la Thaïlande dépend de la situation politique dans ce pays» dit M. Var Kim Hong. (voir «le point sur les frontières», n° 277 de juin 2009).

Frontières avec le Laos

Le Laos, selon une autre source, revendiquerait une zone située entre les montagnes où se trouve la frontière et une rivière affluent du tonle Kong située au sud-ouest. Longueur de la zone revendiquée: environ 50 km, largeur maximale: environ 9 km.

(suite p. 7)

inventaire

63 507 entreprises au Cambodge

Réalisé par l'Asia Foundation et l'IFC, International Finance Corporation, ce recensement des entreprises actives au Cambodge constitue une précieuse source d'informations: tant sur le profil général de l'économie cambodgienne— nombre d'entreprises, répartition par secteurs, répartition géographique— que sur son détail: ancienneté, effectifs, ... Les informations, recueillies en 2008 auprès des entreprises elles-mêmes, au nombre de 63 507, sont très nouvelles parce qu'elles tiennent compte du secteur informel, et qu'elles concernent les provinces, dont les activités étaient jusqu'ici très mal connues. Ce recensement confirme ce que l'on sait de façon approchée, mais il surprendra tout de même par certaines caractéristiques que l'on n'imaginait pas aussi prononcées.

augmentation rapide du nombre des entreprises

Un signe de la vitalité de l'activité économique «de base»: le nombre total des entreprises recensées a augmenté de 27 % en deux ans, et cette augmentation est probablement sous-estimée, note le rapport.

Un conséquence: les entreprises cambodgiennes sont en moyenne très jeunes. Les enquêtes montrent que 42 % ont moins de deux ans d'ancienneté. Plus de 63 % des entreprises recensées ont moins de 5 ans d'existence.

Il s'agit donc d'un commencement, de la naissance de l'entrepreneuriat dans les provinces, d'une évolution très prometteuse pour le long terme.

On peut faire un rapprochement entre cette rapide augmentation du nombre des nouvelles entreprises et le développement du secteur bancaire, en particulier du micro-crédit.

prédominance des micro-entreprises

... c'est-à-dire de moins de 10 employés: elles sont 96 % du total.

L'effectif moyen des entreprises serait selon cette enquête de 2,32 personnes.

Sur les 63 507 entreprises recensées, seulement 2 % sont de petites entreprises (de 11 à 50 employés), et moins de 1 % sont des entreprises moyennes ou grandes, avec plus de 100 employés.

Dans huit provinces sur 24, le nombre des entreprises de plus de 10 employés est inférieur à 1 %.

Les changements par rapport à 2006 sont plutôt faibles (la première enquête avait porté sur 10 provinces): la proportion

des entreprises de moins de 4 personnes est passée de 92 % à 90,4 %.

multiplication des entreprises petites et moyennes

C'est pour les PME que les changements sont les plus notables. Le nombre des entreprises employant de 10 à 20 personnes a presque doublé en deux ans. Le nombre des entreprises de plus de 20 personnes a augmenté de plus de 200 %.

C'est là un excellente évolution. Elle prouve que de plus en plus de Cambodgiens prennent le risque de créer une entreprise, que les moyens disponibles augmentent (l'enquête a été réalisée avant la crise, qui freine la création de nouvelles PME, mais

la tendance décrite ici est selon toute vraisemblance une tendance pour le long terme).

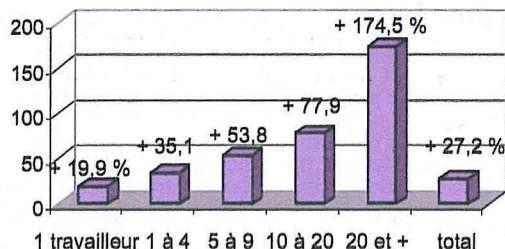
Cette activité «à la base» contribue à créer des emplois et à diminuer la pauvreté.

On peut ajouter (ceci ne figure pas dans le rapport) que cette très forte proportion des micro entreprises et des PME, du secteur informel en général, qui conduit certains observateurs à se tromper sur les effet de la crise internationale sur l'économie cambodgienne. Cette myriade de très petites entreprises

**nombre d'entreprises:
+ 27 % en deux ans**

**96 % des entreprises
comptent
moins de 10 travailleurs**

augmentation du nombre d'entreprises selon les effectifs, de 2006 à 2008

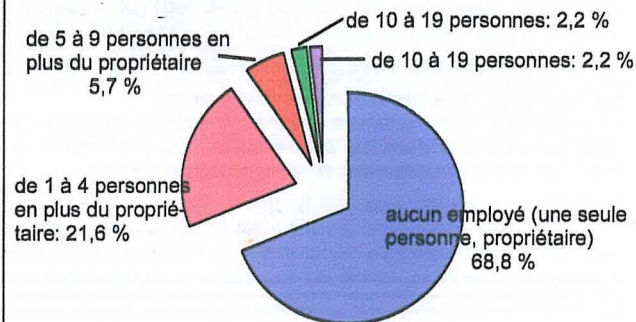


est presque totalement déconnectée de la finance internationale. Elle offre une certaine «élasticité» en cas de crise.

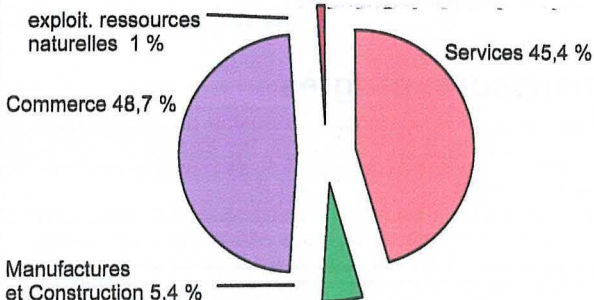
Les banques locales ont été moins pessimistes que les organismes internationaux dans leurs prévisions, et il se pourrait bien qu'elles aient eu finalement raison.

Les micro-entreprises, les PME sont les clients naturels des banques locales (les très grands investisseurs étrangers ont

entreprises: répartition par effectifs



entreprises: répartition par secteurs économiques



Stat. IFC, graph. c.n.

CAMBODGE NOUVEAU

leurs propres ressources, ils ne font pas appel au crédit bancaire local). Le secteur bancaire du Cambodge est très largement déconnecté du système financier international, comme les banquiers l'ont d'ailleurs dit depuis le début de la crise: (voir leurs nombreuses interviews).

Une autre augmentation significative: le nombre moyen des travailleurs par entreprise est passé de 2,01 en 2006 à 2,32, une augmentation de 15,4 %.

Rien d'étonnant si 99 % des entreprises visent le marché local, et moins de 1 % le marché international.

prédominance du commerce et des services

Commerce et services ensemble sont 93,6 % des entreprises recensées. De sorte que le nombre des entreprises manufacturières et de construction ne représente que de 5,4 % du total.

Il s'agit là du nombre d'entreprises. S'il s'agit des effectifs employés, la situation est très différente: la confection à elle seule, pour seulement 258 entreprises, avec 289 000 salariés (en juillet), dépasse de loin la totalité des personnes travaillant dans le commerce et les services.

Phnom Penh et environs concentrent la très grande majorité des travailleurs

La concentration à Phnom Penh: 45 % des entreprises recensées. Loin derrière viennent les provinces de Battambang (10 %), Kandal (7%), Siem Reap (5 %), Sihanoukville (3 %).

Phnom Penh et Kandal ensemble comptent 52 % des entreprises. Les quatre provinces ci-dessus en comptent 70 %.

L'emploi est encore plus concentré. Selon ce rapport, Phnom Penh compte 55 % des travailleurs, Kandal 18 %, Siem Reap 8 %, Battambang 5 %, etc ...

Encore ces derniers chiffres sont-ils certainement très au-dessous de la réalité parce que le recensement, pour Phnom Penh, n'a concerné que quelques districts urbains alors que

les entreprises de confection (environ 290 000 salariés) sont situées à la périphérie et n'ont été que très partiellement prises en compte (le recensement compte 13 entreprises de confection à Phnom Penh et 10 pour Kandal, alors que leur nombre dépasse 250).

A elles seules les entreprises de confection, en majorité situées dans l'agglomération de Phnom Penh emploient beaucoup plus de travailleurs (plus du double !) que la totalité des entreprises recensées par cette enquête dans les 24 provinces (132 072).

La plupart des provinces ne comptent aucune entreprise de taille moyenne ou grande.

L'importance de Phnom Penh dans la vie économique du Cambodge serait évidemment beaucoup plus frappante encore si l'on considérait les chiffres d'affaires cumulés.

**Commerce et Services:
93,6 % des entreprises**
•
**Phnom Penh et Kandal
concentrent plus de
73 % des travailleurs**

certaines provinces poussent plus vite

On constate que certaines provinces comptent plus d'entreprises nouvelles (moins de 5 ans d'ancienneté) que d'autres, et peuvent être considérées comme « poussant plus vite ». C'est le cas du Ratanakiri, de Siem Reap, de Preah Vihear, de Pailin, du Mondolkiri. Les entreprises de moins de 5 ans y représentent entre 75 et

79 % du total.

C'est une bonne évolution que cette poussée des provinces périphériques, encore peu peuplées, peu développées. Il y a là comme une sorte de conquête du territoire national évidemment nécessaire si l'on considère le surpeuplement de la partie centrale du pays (voir articles de S. Boulakia sur ce sujet: « le cambodge plein et le cambodge vide »).

De ce fait, la prédominance de Phnom Penh dans le nombre total des entreprises tend à diminuer. S'agissant de l'emploi, il faut rester prudent: avec la crise, le nombre des emplois à Phnom Penh a diminué; beaucoup d'employées de la confection sont retournées en province.

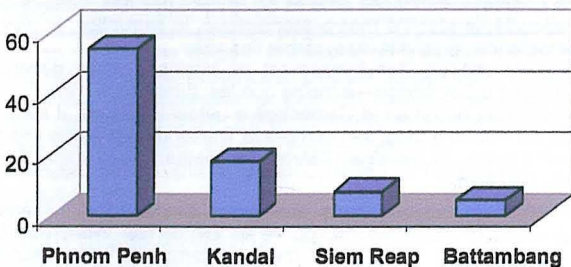
Mais sur le long terme, il semble très probable que la création de nouvelles entreprises en province soit l'annonce d'un développement qui prendra de l'ampleur. 49 % des entreprises interrogées ont déclaré qu'elles prévoyaient l'augmentation de leur activité au cours des deux ans à venir.

certaines provinces se prêtent mieux au business

Un chapitre du rapport attribue aux 24 provinces des notes en fonction de la qualité de l'environnement qu'elles offrent au business. Cette notation tient compte de 10 facteurs, chacun noté de 1 à 10, tels que: procédures pour créer une entreprise, délais, fiscalité, résolution des conflits, accès au foncier, transparence, paiements non officiels ...

C'est la province de Kompong Cham qui obtient la meilleure note, 65,3 sur 100, suivie par Kampot, Koh Kong, Ratanakiri, Sihanoukville ... et Phnom Penh la plus mauvaise avec 48,31 (suite p.

Emploi: répartition géographique



Si vous êtes en quête de service financier et bancaire au Cambodge ne cherchez plus, La Canadia Bank offre une multitude de services dont:

- Comptes d'épargne et dépôt à terme
- Comptes courants
- Privé / Personnel
- Prêts commerciaux
- Prêts PME
- Devises et Change
- Cartes de Crédit Internationales
- Prêts Immobiliers
- "Money-Gram"
- Chèques voyage
- Chèque Banquier et Traités bancaires
- Trade Finance
- Remittance
- Guichets Automatiques

NOUVEAU !

Le Compte Junior Canadia Bank

9,6 % pour 2007
Prévoyez pour le futur de votre enfant aujourd'hui!

cadeau : un lingot d'or pour les 1000 premiers clients



Pour plus de renseignements, contactez dès maintenant: le (855) 23 215 286 ou visitez: www.canadiabank.com

Entreprises (suite)

Les provinces qui ont fait le plus de progrès depuis 2006: Siهانoukville, passée du fond du classement à la 5ème place, et Siem Reap qui a progressé dans 9 des 10 catégories et se trouve au 14ème rang avec 59,4 points.

En fait dans ce nouveau classement toutes les provinces se trouvent très proches les unes des autres, avec moins d'un point d'écart ... des progrès dans tel ou tel des facteurs pris en compte peuvent leur faire rapidement gagner des rangs. Seule Phnom Penh se détache ... vers le bas, avec 48,3 points, soit à plus de 7 points de la province avant-dernière (Kratie).

Phnom Penh: beaucoup de forces, beaucoup de faiblesses

Qu'est-ce qui ne va pas à Phnom Penh ? Selon le résultat des enquêtes: certaines faiblesses sont, là comme ailleurs, l'effet de l'urbanisation: il est difficile de traiter une énorme population et ses demandes nombreuses et complexes, les fonctionnaires ne sont pas assez nombreux et le système manque de moyens. Les informations concernant le business, les autorisations, les acquisitions de terrains sont plus longues à obtenir. Et il y a des problèmes spécifiques aux grandes villes: criminalité, pollution, coût de la circulation et de l'entretien ...

Mais Phnom Penh se distingue aussi par les *coûts non officiels*: selon ces enquêtes, les entreprises à Phnom Penh auraient à payer beaucoup plus de coûts non officiels qu'ailleurs, petits backchiches aux autorités locales, commissions pour obtenir des contrats avec le gouvernement, cadeaux aux responsables locaux de la police pour avoir une protection contre les activités criminelles, négociations concernant les impôts ...

Une conséquence, selon ce rapport, de cet environnement plus difficile: alors que 60 % des entrepreneurs, en province, prévoient que leur entreprise va grandir, ils ne sont que 45 % à Phnom Penh. Alors que seulement 1 % des entrepreneurs prévoient de mettre fin à leur activité en province, ils sont 3,6 % à Phnom Penh.

En sens inverse, le rapport reconnaît que Phnom Penh garde un très grand attrait pour les entrepreneurs: marché très important, réserve de gens ayant un haut niveau d'éducation, bien meilleures infrastructures, proximité du gouvernement qui apporte la possibilité de contrats.

environnement du business: progrès et déclin

Améliorations:

Les enquêtes montrent qu'il y a eu progrès, depuis deux ans, dans plusieurs des domaines qui constituent l'environnement du business:

- créer une entreprise est devenu plus simple (4 documents à fournir au lieu de cinq), plus rapide (le délai moyen pour l'enregistrement est passé de 20 à 16,4 jours); le coût a quelque peu augmenté, mais à un rythme inférieur à celui du coût de la vie.

- il y a moins d'inspections, 2 par an au lieu de 4.

- il y a moins de cas de négociations portant sur la fiscalité: 54 % des enquêtés en signalent, contre 64 % il y a deux ans. Reste que 75 % des entreprises considèrent que les backchiches aux autorités du fisc restent un obstacle au développement du business.

- le nombre des entreprises nouvelles augmente très rapidement: + 27 % en 2 ans.

Déclins:

Augmentation du secteur informel: le nombre des entreprises nouvelles qui restent dans l'informel et ne paient aucun impôt a doublé en deux ans.

On peut penser que cela est dû à la jeunesse des entreprises, mais aussi en partie au système fiscal qui est considéré comme injuste.

Conséquence: les autorités provinciales souffrent d'un important manque à gagner. Les revenus de la fiscalité leur permettraient d'améliorer les infrastructures et les services publics.

Fiscalité: la proportion des entreprises qui ne paient pas d'im-

pôts augmente: le nombre des entreprises ayant réalisé les formalités d'inscription avec les autorités centrales n'est que de 14,4 %; avec les autorités locales de 13,3 %. Seulement 4,3 % des entreprises paient des impôts sur le ca. C'est une détérioration par rapport à 2006.

Les charges informelles: elles semblent avoir augmenté, la proportion des entreprises qui disent qu'elles n'en paient pas est passé de 56 à 52 %. 42 % des entreprises (une augmentation de 8 %) disent que la corruption fait obstacle à leur business. Les entreprises se plaignent aussi du fait que si elles acceptent de payer une fois une *charge informelle*, d'autres organismes viennent solliciter des paiements informels. Cet effet multiplicateur semble s'être aggravé.

Transparence: le nombre augmente (73 % en 2008) des entreprises qui se plaignent de n'être pas informées par les autorités (réglementation, changements), de ne recevoir aucune information des autorités locales. 47 % pensent que les autorités favorisent les entreprises politiquement bien orientées.

Or, fait observer le rapport, les informations sur les règlements et leurs changements, sur les taxes, sur les marchés, sont très importantes pour les petites entreprises. Faute d'information, elles craignent l'inconnu et ne prennent pas le risque d'investir ou de changer. Il y a là des progrès faciles à réaliser par les autorités locales.

Résolution des litiges: le système légal a encore perdu de sa crédibilité. 22 % seulement des entreprises, au lieu de 34 % en 2006, estiment que le système peut défendre efficacement leurs droits. La proportion des entreprises qui n'ont pas réussi à faire valoir leurs droits (paiement de dettes) est passé en deux ans de 53 % à 65 %.

Le montant des dettes impayées représente environ 2,8 % de toutes les ventes.

Le rapport fait observer que ce point prend de plus en plus d'importance à mesure que sont créées de nouvelles entreprises, et que le Cambodge s'intègre dans le commerce international. Cette détérioration peut représenter un obstacle important au développement du business en général.

Doing business 2010

Ce rapport de la Banque mondiale, différent du précédent, prend en compte 183 pays.

Il tient compte de dix critères, tels que: formalités pour créer et gérer une société, facilités d'exporter et d'importer, la fiscalité, mettre fin à une société ... Parmi ces critères ne figurent pas des facteurs comme la sécurité, la stabilité macro-économique, la corruption, le niveau de compétence, la solidité du système financier ...

Selon ce rapport, l'environnement du business serait devenu plus mauvais au Cambodge—à moins que les autres pays n'aient progressé plus vite: en un an le Cambodge a perdu 10 places, il est maintenant au 145ème rang, loin derrière la Thaïlande, qui a une très bonne 12ème place, la Malaisie (23ème), le Vietnam (93), mais devant le Laos (167ème).

Cet afflux de rapports, cette abondance d'indications chiffrées vient s'ajouter à un autre rapport publié en juin dernier *Worldwide Governance indicators for 2008*, qui mettait notamment l'accent sur la corruption et situait le Cambodge parmi les plus mauvais, comme la République démocratique du Congo, la Corée du Nord, ...

Ce qui rend suspecte la crédibilité de tels rapports, c'est qu'ils divergent fortement sur certains points.

Le délai nécessaire pour créer une entreprise par exemple. Selon l'enquête sur les entreprises de l'IFC et de Asia Foundation, ce délai a diminué de façon importante (*ci-dessus*). Au contraire selon *Doing Business 2010*, «il faut toujours 85 jours pour mettre en route une entreprise», et sur ce point le Cambodge aurait perdu 4 places, se situerait parmi les plus mauvais, au 173ème rang. Très mauvais rangs aussi pour ce qui concerne les formalités pour exporter et importer ...

Personne ne conteste qu'il reste d'importants progrès à accomplir dans les domaines cités. Mais on peut observer tout de même que le nombre des nouvelles entreprises augmente très rapidement (souvent hors formalités il est vrai), et que les nouveaux investissements, FDI, restent très consistants: voir à ce sujet les informations publiées régulièrement par Cambodge nouveau sur les projets agréés par ce CDC/CIB.

Si au Cambodge l'environnement du business était aussi catastrophique que le disent certains rapports, comment expliquer tous ces investissements, et un taux de croissance qui reste sur le long terme très honorable ?

C.n.

questions d'actualité (suite)

Droits de l'Homme

L'image du bon fonctionnement des institutions est quelque peu ternie par les accrocs faits aux droits de l'Homme dans le domaine particulier du logement et des terrains. En fait ce dossier, qui est déjà porté depuis de nombreuses années au passif du gouvernement suscite maintenant un tollé.

Selon quantité d'observateurs, les appropriations illégales et les évictions mal ou pas indemnisées se multiplient, en province comme à Phnom Penh. La Banque mondiale, le nouveau représentant de l'ONU pour les droits de l'homme Surya Subedi qui arrive avec une bonne volonté évidente, plusieurs ambassades, comme de nombreuses ONG, dénoncent ce mal endémique.

Le 8 septembre, il a été mis fin au programme de cadastrage de la Banque mondiale (*ci-après*). Fin septembre, la question des « évictions » ou « déménagements forcés » a été le sujet principal lors de la réunion bi-annuelle des donateurs.

Il est vrai qu'à Phnom Penh les « déplacés » sont relogés ailleurs, que la municipalité fait des efforts concrets en créant de nouveaux villages dans la périphérie de la ville, qu'elle propose un choix entre une compensation financière et un terrain dans ces nouveaux villages (*voir cn 273*).

Un récent rapport d'un collectif d'ONG reconnaît que le nombre des litiges a diminué. Mais comme les surfaces accordées en concession par le gouvernement augmentent, le nombre des villageois qui sont lésés augmente lui aussi.

Surya Subedi estime qu'il y a contradiction entre la loi, qui reconnaît aux citoyens le droit de propriété, et établit des garanties, et la réalité, c'est à dire des cas fréquents d'appropriations illégales, et l'absence de tout recours pour ceux qui en sont victimes.

le gouvernement met fin au programme de cadastrage de la Banque mondiale circonstances et raisons

C'est le Conseil des ministres, et non la Banque mondiale, qui a décidé le 8 septembre de mettre fin au LMAP *Land Management and Administration project*. Ce programme de 24,3 millions de dollars visait à cadastrer et à établir des titres de propriété dans 14 provinces. Depuis 2002, 19,8 millions de dollars ont été dépensés, et plus d'un million de titres de propriété ont été attribués. Le programme devait prendre fin à la fin de 2009. Restent 4,5 millions de dollars.

La raison de la rupture: désaccord sur le cadastrage de certaines parcelles.

« La Banque mondiale met des conditions compliquées, elle rend les choses difficiles. Elle prétend tout diriger et s'imposer à tous, a dit le Premier ministre, c'est pourquoi nous arrêtons ce programme ».

On peut faire les interprétations suivantes:

Un programme mal défini ?

Pour le gouvernement: il était convenu dans l'accord passé avec la Banque mondiale que seraient exclues du cadastrage les zones où il y a des contestations. La Banque mondiale est donc malvenue de protester, trop tard, contre ces cas particuliers.

Motivations politiques inavouées ?

Ce qui motiverait toutes les critiques virulentes contre les évictions serait en réalité d'ordre politique, estiment certains observateurs au gouvernement. C'est le domaine où les adversaires du gouvernement, à l'intérieur et à l'étranger, voient une faiblesse du régime, une possibilité créer un mouvement d'opinion hostile. Ils canonisent donc au maximum.

Explication connexe: certaines ONG prendraient systématiquement le parti des protestataires, voire encourageraient les gens à protester, avec l'objectif réel de se donner un rôle important, vertueux, de façon à motiver leurs bailleurs de fonds.

Les explications ci-dessus sont soutenues de façon très convaincue par, notamment, M. Phay Siphon, secrétaire d'Etat, porte-parole du Conseil des ministres, que nous avons rencontré à ce sujet.

Motivations financières inavouées ?

L'explication la plus courante: le gouvernement souhaite exclure certaines zones de l'opération de cadastrage pour que les habitants, n'ayant pas de titre de propriété, ne puissent pas se défendre contre les investisseurs voulant acquérir leurs terrains.

Autre explication courante: ce n'est pas le gouvernement, ni la municipalité qui refusent le cadastrage, mais les investisseurs. Alors que la loi devrait évidemment être la même pour tous, les bonnes intentions du gouvernement sont contrées par certaines puissances d'argent.

la Banque mondiale: la situation empire

Les explications ci-dessus sont elles les bonnes ? Selon quels dosages ?

La Banque mondiale a fait connaître sa position dans un rapport publié le 13 juillet dernier: « *Certaines zones urbaines ou rurales sont exclues sur des critères qui ne sont pas clairs, et sans explications, du processus de cadastrage.* »

« *En dépit de la politique officielle et des bons résultats obtenus par le LMAP, il y a une croissante insécurité concernant la propriété, en particulier dans les quartiers pauvres de Phnom Penh et dans certaines régions rurales qui suivent, pour l'usage des terres, les coutumes traditionnelles. Ces problèmes-là restent à régler.* »

Il semble que le cas du Boeng Kak, où le comblement fait des progrès rapides, où les riverains manquent d'informations, ait joué — après les déménagements de Dey Krahorn — un rôle particulier. Le programme de cadastrage a été considéré comme une gêne, un obstacle, par le pouvoir exécutif.

La Banque demande dans le rapport cité que les faiblesses du programme LMAP, dans sa conception et dans son application, soient corrigées par consultations entre les diverses parties concernées: le gouvernement, les autorités provinciales et locales, la Banque mondiale et les autres donateurs, et les habitants eux-mêmes. Elle observe que certains articles du projet de sont pas appliqués, par exemple: l'information donnée à toutes les parties concernées par le cadastrage et l'attribution de titres de propriété, les moyens de défense procurés, par l'intermédiaire d'ONG, à ceux qui ne sont pas d'accord, individus ou communautés.

Le document du 13 juillet rappelle aussi que le programme LMAP ne consiste pas seulement à cadastrer et à donner des titres de propriété mais à aider les populations et communautés locales, à former des ONG locales, à attribuer des terrains à ceux qui n'en ont pas, à améliorer la gestion de la propriété foncière et la législation (règlement des litiges, transmission de la propriété etc ...).

Enquêtes sur la justice

Pour répondre à de nombreuses plaintes concernant le mauvais fonctionnement de la justice, le fait que trop souvent des suspects, arrêtés par la police pour de bonnes raisons, sont ensuite rapidement relâchés, le Premier ministre a demandé qu'une *task force* réexamine une série de cas douteux. Ce groupe de 26 personnalités est dirigé par de hauts responsables des ministères de la Justice et de l'Intérieur.

S'agissant de la justice, le ministre de l'Information, Khieu Kanharith nous disait en 2006 (*cn 241*): « *Quand nous avions le droit français, avec des juristes et des avocats formés à la française, il y avait toujours cette question de morale. Alors qu'avec le droit anglo-saxon, c'est l'argent: « si tu as de l'argent, alors je m'occupe de ton affaire ». Il faut comprendre que c'est la loi de la jungle.* »



Cardamomes, photo Conservation international

**dans les Cardamomes, bons résultats,
avec l'appui des villageois**

entretien avec M. Seng Bunra, Conservation International

Dans le domaine de la protection de l'environnement, oui, les progrès sont très réels dans le sud-ouest du pays, nous dit M. Seng Bunra, *country director* pour *Conservation International*. On le voit par exemple au fait qu'il n'y a plus sur les marchés, le long des routes, de la viande d'animaux sauvages à vendre, de peaux d'ours, des griffes, des cornes de cervidés ... Il n'y a plus de restaurants où l'on peut commander ces viandes interdites, des daims, des cochons sauvages ... ou s'il y en a c'est de façon très discrète, cachée, réservées à des clients que l'on connaît bien, parce qu'il y a des inspections et des peines de prison qui sont réelles.

On surveille aussi les moyens de transport, les taxis, les camions, et c'est assez efficace parce que les chauffeurs de taxi et de camions sont responsables de ce qu'ils transportent, ils risquent eux aussi la prison.



Poisson-dragon, photo C.I.

Ce qui est essentiel c'est la collaboration avec les populations. Notre programme y attache beaucoup d'importance. On apprend aux communautés l'importance de la protection des richesses naturelles, on les forme à y participer, à surveiller eux-mêmes s'il y a des coupes de bois illégales ou des braconniers.

Nous leur demandons de ne pas couper les arbres, de ne pas tuer les animaux, de veiller eux-mêmes à la protection de la nature (certains participent à nos patrouilles de surveillance qui par exemple, trouvent et confisquent les pièges), et en échange nous les aidons de façon concrète:

Au début nous avons donné des buffles, maintenant nous donnons des tracteurs, nous organisons des écoles, et environ 70 % des enfants sont maintenant scolarisés; nous les aidons à mieux cultiver le riz ... On peut dire que c'est un succès.

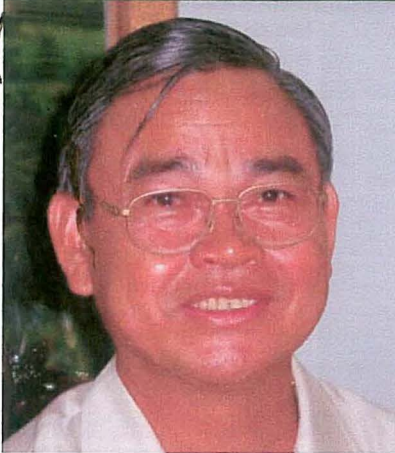
Quels effets sur la population locale ?

Quel est l'effet de ces changements sur les jeunes ? Le programme est trop récent pour que l'on puisse tirer des conclusions générales. On peut penser que certains, devant les grands changements qui surviennent en peu de temps, avec l'instruction reçue à l'école, l'arrivée de beaucoup d'informations par la télévision, la radio, le téléphone, préféreront aller en ville.

Mais aussi ces changements peuvent créer des emplois, dans la surveillance, mais aussi par la suite comme guides pour l'éco-tourisme, l'entretien ...

Il faut compter aussi avec les barrages hydro-électriques prévus. Un seul pour l'instant est en construction, depuis mai 2009; on n'en est encore qu'au défrichage. Les travaux créeront des emplois.

Concernant l'environnement, sur les six barrages hydro-électriques prévus, celui qui pose des problèmes est celui de la vallée d'Areang. Six villages vont se trouver inondés. Il faut donc reloger les gens.



un entretien avec

S.E. Mok Mareth

Ministre de l'Environnement

conjuguer
la conservation de l'environnement
et le développement économique:
les choix sont délicats

Notre ministère a un rôle transversal parmi l'ensemble des ministères, il a une mission d'intérêt général dont nous sommes très fiers.

Nous avons la mission de protéger l'environnement, qui s'inscrit dans la stratégie quadrangulaire du gouvernement. Elle mentionne la conservation et la gestion durable des forêts et de la pêche.

La force du ministère force vient de l'appui du Premier ministre qui reconnaît et appuie notre mission.

Nous n'avons pas à nous seuls le pouvoir de bloquer un projet pour des raisons d'environnement, c'est finalement le CDC qui approuve ou non les projets d'investissements, mais nos études sur les conséquences de tel projet sur l'environnement sont prises en compte, et si elles sont scientifiques, convaincantes, elles peuvent empêcher un projet.

entre tout accepter et tout bloquer nous recherchons le juste équilibre

Par exemple, nous sommes très défiant vis-à-vis du projet de barrage de Sambor sur le Mékong. Les économistes ont leurs arguments, mais attention aux conséquences ! Ce n'est pas seulement les migrations des poissons qui peuvent se trouver perturbées, mais aussi l'apport d'éléments fertilisants sur les terres situées en aval, qui sont essentiels pour l'agri-

culture, et aussi le niveau des eaux lorsque le barrage relâche ses eaux à la saison des pluies; des provinces peuvent se trouver inondées ...

Un autre exemple: nous n'avons pas encore donné notre accord au barrage sur la Sesan, nous voulons avoir des études très fouillées sur son impact. Nous devons tenir compte des effets du barrage sur le régime des eaux, mais aussi sur la qualité de l'eau, sur les décharges, et bien entendu les effets sur la migration des poissons et sur les habitants. Il faut prévoir de réinstaller ceux qu'il faudra déménager, leur trouver des endroits acceptables. Ce barrage sur la Sesan, c'est nous qui avons demandé des études complémentaires.

- Barrage sur la Se San
- Barrage de Sambor
- Aménagement de Botum Sakor

décider avec discernement

Un autre exemple: le projet d'aménagement de la côte de Botum Sakor. C'est un très important projet chinois (cn 271). Je suis allé sur place, et j'ai trouvé que la zone côtière, avec une population rurale peu nombreuse, très pauvre, très isolée faute de route d'accès, est très favorable au tourisme. Les zones protégées sont déjà délimitées par le ministère et par les autorités locales. Plus de 10 000 ha sont déjà occupées par les communautés locales. Il y aura des «zones-tampon», le master-plan est en cours d'élaboration, avec concertation entre le gouvernement, les communautés locales, et les investisseurs. Il n'y aura pas d'évictions. (suite p. 10)

Pour les animaux, oui il y a problèmes pour trois espèces en particulier: les crocodiles, les éléphants, les poissons-dragons. On ne peut pas déménager les éléphants, qui ont leurs habitudes. Si on construit des villages là où ils se trouvent, ou sur leurs voies de passage, les éléphants risquent d'endommager les cultures, même de détruire les maisons ... Est-ce qu'on peut déménager les crocodiles du Siam, dans une rivière qu'ils adopteront ? Oui, peut-être, si l'on étudie bien l'endroit. Pour les rares poissons-dragons, c'est plus difficile, on ne peut pas prévoir s'ils s'adapteront une fois démenagés ...

Rattanakiri Mondolkiri

Dans les Cardamomes centrales, on peut parler de succès, dit Seng Bunra. La situation est différente dans le Rattanakiri et le Mondolkiri: là on peut encore acheter ouvertement des viandes d'animaux sauvages, on peut en consommer dans les restaurants: daims, cochons sauvages, etc ... Pour les pangolins, on ne les consomme pas au Cambodge, ils sont capturés par les braconniers pour être revendus en Chine.



Chay Areang, crocodile du Siam, trap camera C.I. 2008

La bonne expérience de la protection des richesses naturelles et des relations avec les populations locales que nous avons acquise dans les Cardamomes nous la transposons maintenant dans le Rattanakiri.

Un programme nouveau: protéger les gibbons du Rattanakiri

Ce programme de trois ans concerne une surface de 65 000 ha, hors du Parc national de Virachey, mais qui le joute, près de Voeun Say. Il a trois objectifs:

- protéger les gibbons, singes noirs ou jaunes aux longs bras, très agiles, sociables;
- aider la population locale, 2 à 300 familles appartenant aux ethnies Kavet et Lao,
- étudier les gibbons.

Le programme n'en est qu'à ses débuts, mais il y a déjà quelques visiteurs, que l'on amène à moto dans la forêt, en général pour photographier les gibbons. On peut en approcher d'assez près pour les photographier, bien qu'ils soient très haut dans les arbres. Ce n'est pas encore du tourisme, même pas de l'écotourisme, «nous ne sommes pas encore organisés».



Chay Areang photo C.I.

Mok Mareth (suite)

barrages, plantations, aménagements touristiques ...

Cependant conserver ce qui existe ne doit pas être une obsession. Il faut penser aussi au développement économique, et ne pas refuser toujours le changement. Dans chaque cas il faut trouver le meilleur compromis entre la conservation et le développement économique, se défier des extrêmes, rechercher l'équilibre. Dans certains cas le gouvernement autorise l'éco-tourisme, comme le font beaucoup de pays. Le Costa Rica par exemple avait une forêt très détruite, que ce pays a entrepris de régénérer en visant l'éco-tourisme, avec de très beaux résultats; c'est un modèle ! Nous devons encourager les compagnies qui font de l'éco-tourisme.

les barrages dans les Cardamomes: acceptés

Il faut accepter les projets du ministère de l'Energie sur les barrages, les explorations de minerais, répondant à la stratégie économique nationale. Les barrages hydro-électriques prévus dans les Cardamomes se font avec notre accord, par exemple *Lower Ruessey Chrum*. Ces barrages ne vont pas apporter la destruction de grandes surfaces de forêts, une proportion très faible sur le total de nos surfaces forestières.

Simplement, il faut veiller à limiter les inconvénients autant que possible. Dans le cas de la vallée d'Areang, il existe plusieurs espèces d'animaux très rares qu'il faut conserver, par exemple le crocodile montagnard, dont il ne resterait qu'une vingtaine (il en existe aussi dans l'Amazonie), le crocodile du Siam, le poisson dragon (poisson-naga), ce très beau poisson tout argenté. Nous travaillons dans ce domaine avec notre biologiste, avec le minis-

tère de l'Agriculture, avec des ONG spécialisées comme *Conservation International*, *Fauna and Flora International*, dans une commission que je dirige. Je pense que nous arrivons à un bon compromis. Avec les habitants, nous cherchons la meilleure façon de les déménager, de leur trouver de nouveaux habitats où ils pourront s'adapter et proliférer.

les forêts dégradées: oui aux plantations d'hévéas

Concernant les forêts dégradées: je suis favorable à ce que l'on y crée des plantations, d'hévéas par exemple. Ces forêts dégradées ne servent à rien. Les plantations leur donnent un rôle économique et écologique utile.

nos moyens de défense:

les rangers, les villageois, l'application de la loi

Pour assurer la protection des 23 zones protégées, nous avons des rangers, plus de 950 au total.

La question n'est pas tellement d'augmenter leur nombre, c'est un dispositif qui coûte assez cher. Il s'agit plutôt d'obtenir l'assistance des investisseurs, et d'encourager les communautés locales, leur faire prendre conscience de l'importance de respecter les richesses naturelles.

Ce que je crains le plus ce n'est pas l'appropriation de certaines surfaces par des okhnas, par des gens riches. Il y a des progrès dans ce domaine. Les zones protégées sont clairement délimitées, et il y a des bornes de limites périphériques tous les 2 km environ. Il existe un comité national, responsable dans la gestion et le combat contre la violation des zones protégées, que je dirige, avec une composante militaire, et la police, et des sous-comités au niveau des provinces.

Il existe une bonne communication entre les autorités locales, provinciales et nationales. S'il y a violation grave, nous punissons, selon la loi et les règlements ... et je pourrais écrire au Premier ministre pour son intervention dans un cas grave.

Ce que je crains le plus pour l'environnement, ce sont les «anarchistes» qui brûlent et détruisent de la forêt protégée pour y établir des cultures, pour vendre le bois, et même pour vendre le terrain.

Il faut rechercher tous les moyens pour assurer la protection des forêts. Parfois il faut même brûler de petites cabanes établies illégalement dans la forêt. Dans le passé, j'ai demandé pour cela l'ordre du Premier ministre. Ces coupeurs illicites sont intelligents: ils construisent parfois une pagode dans la zone illégalement occupée, sachant bien qu'il n'est pas possible de brûler une pagode. Mais nous devons décourager ces coupes illégales. Elles ont détruit déjà presque la moitié de la zone protégée de Snuol.

Oui on m'attaque très souvent dans la presse, mais la presse exagère. Ce qu'écrivent certains journaux est inacceptable, mais je réponds très rarement. Ce n'est pas à eux de me juger, c'est au gouvernement, c'est à la population !

Protéger l'Environnement: une multitudes de tâches

Il existe 23 zones protégées, totalisant 3,3 millions d'ha, soit 18 % de la surface du pays: 7 parcs nationaux, 10 sanctuaires de vie sauvage, 3 zones de paysages protégés, 3 « zones à usages multiples ». Sur ces 23 zones protégées sont établies 82 communautés dites *PA communities* et le Ministère de l'Environnement en prévoit 125 pour 2013.

La protection de l'environnement ne se limite pas à la conservation des forêts, sa mission est beaucoup plus vaste: il s'agit de l'environnement en général, c'est-à-dire la sauvegarde de la biodiversité, la qualité de l'eau, le traitement des déchets (ceux des villes, ceux des usines ...), la législation correspondante, la formation des communautés concernées, l'introduction des questions d'environnement dans les programmes des écoles et les universités, l'information en général ...

Selon le MOE, pour mieux protéger l'environnement les problèmes à résoudre sont les suivants:

- l'importance des questions d'environnement est très méconnue;
- la pauvreté des gens a un impact sur l'environnement et sur la biodiversité;
- l'accroissement de la population affecte l'environnement: pression accrue sur les terres, sur les forêts, augmentation des déchets ...
- la migration vers les villes augmente les problèmes urbains: déchets, hygiène, ...
- violation des lois et des règlements;
- insuffisante application des lois.

Le ministère de l'Environnement vient de terminer son Plan stratégique pour l'environnement 2009—2013.

source: MOE

SIN NINY

vice-président du Comité du Mékong

les barrages menace majeure pour l'environnement



Canal Hou Sahong; projet laotien qui dans les chutes de Khone barre-rait un bras du Mékong particulièrement important pour la migration des poissons. Selon les accords passés entre pays riverains du Mékong, le Cambodge a le pouvoir de s'opposer au projet. Photo E. Baran

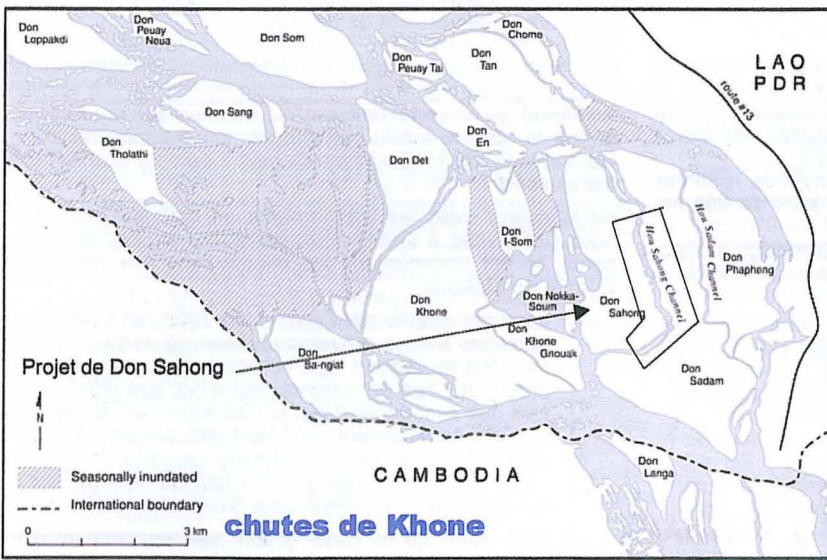
Cette question des projets de barrages est très sensible, à la fois pour les scientifiques et les techniciens, pour les hommes politiques, pour les habitants, pour les médias ... Les défenseurs de l'environnement s'inquiètent, pas seulement au Cambodge mais dans le monde entier !

le projet Don Sahong

Le projet de Don Sa Hong en particulier, qui consiste à barrer l'un des bras du Mékong dans les chutes de Khone, côté Laos, suscite beaucoup d'inquiétudes. Il produirait 240 Mw. La Commission du Mékong a organisé en août 2008 un colloque à ce sujet, avec les représentants des quatre pays concernés, Laos, Thaïlande, Cambodge, Vietnam, il a attiré des centaines de participants, chercheurs, ONG, défenseurs

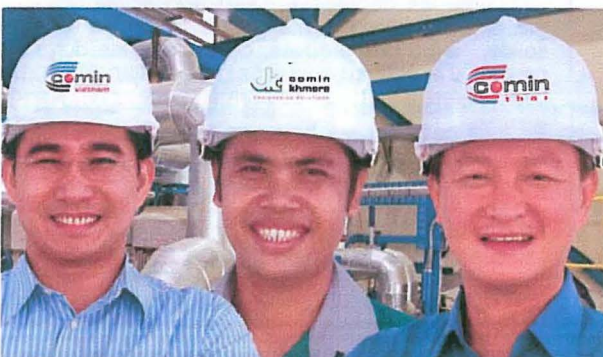
de l'environnement ... En août dernier, un chercheur canadien, Ian Baird, a présenté sur ce sujet une recherche spécifique dont le Premier ministre a eu connaissance. Le représentant au Cambodge du *World Fish Center*, Eric Baran, vient encore d'exprimer son inquiétude (voir interview d'Eric Baran dans c.n. 264).

Toutes ces études ne permettent pas encore de savoir précisément quelles seraient les conséquences de ce barrage, de faire une réponse tranchée, de dire oui ou non au barrage. On en est aux études, on cherche les moyens de limiter les dégâts. On sait que de très nombreuses espèces de poissons migrants passent par ce canal du Mékong, qui est le plus profond. On sait qu'une forte proportion des poissons du Tonle Sap (une cinquantaine d'espèces ?) sont des espèces migratoires. Un barrage perturberait ces migrations.



Il est vrai qu'il existe des techniques qui permettent aux poissons de réaliser leurs migrations malgré les barrages: dans d'autres pays il existe des «échelles à poissons» par exemple; certaines espèces comme les saumons sont capables de remonter de fortes dénivelées en sautant. Mais ce n'est pas le cas des poissons asiatiques, disent les chercheurs. Un autre moyen: on peut aussi trans-

C'est un projet laotien, étudié par la société malaisienne *Mega First Corp*. Il consiste à barrer l'un des bras du Mékong dans les chutes de Khone. Il inquiète particulièrement les défenseurs de l'environnement. Un «plan B» à l'étude par la Cie Nationale du Rhône française: créer un canal artificiel qui alimenterait un barrage hydroélectrique, en laissant aux poissons le canal Hou Sahong.



Local experience Regional expertise

www.cominasiagroup.com

- Equipment supply
- Turn-key projects
- Multitechnical after sales services



Sin Niny

Barrages et environnement (suite)

porter les alevins en amont du barrage dans de grands réservoirs. Les résultats ne sont pas satisfaisants à 100 %, et on a recours à la pisciculture ...

Les autres pays riverains du Mékong, responsables, experts, communautés locales ... sont aussi concernés que le Cambodge, et demandent à la compagnie malaisienne qui a signé le contrat pour Don Sahong de poursuivre les études.

Les défenseurs de l'environnement ne sont pas systématiquement opposés aux barrages, ils savent bien qu'il faut pour le développement économique de l'électricité, de l'irrigation, que les pays pauvres doivent en priorité utiliser leurs ressources naturelles. Moi-même, dit M. Sin Niny, je me sens partagé. Mais il faut que des études sérieuses soient faites sur le très long terme, sur toute la durée de vie du barrage.

Il ne faut pas oublier en tous cas, dit M. Sin Niny, qu'un barrage sur le cours du Mékong ne peut se faire qu'avec l'approbation des autres pays riverains. C'est l'article 5 de l'accord signé en 1995 par les quatre pays sur la coopération durable du bassin du Mékong. Chacun des pays signataires a donc un droit de véto. Le Cambodge aurait ainsi la possibilité de s'opposer à la construction du barrage de Don Sahong si les études d'impact lui paraissaient inquiétantes.

un plan B ?

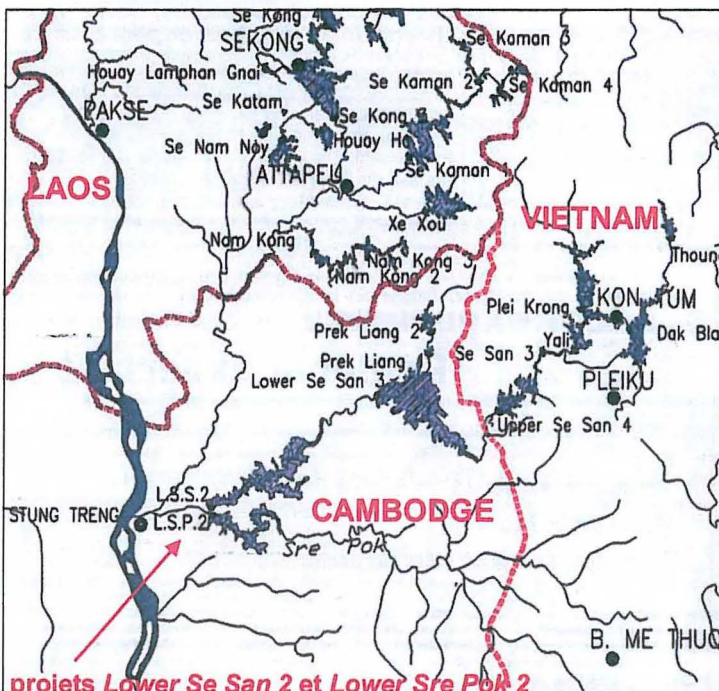
Il existe en fait un projet différent: selon certaines sources, la *Compagnie Nationale du Rhône* française étudie la possibilité de créer un canal artificiel, et un barrage, moins important que celui de Don Sahong. Il alimenterait une centrale électrique et éviterait de barrer le canal naturel ...

le projet Sambor

C'est un très ancien projet, qui consiste à barrer un bras du Mékong en amont de Kratie. Il y a déjà eu plusieurs projets. Le gouvernement cambodgien a chargé une compagnie chinoise de faire de nouvelles études. Ce barrage produirait 467 Mw, il entrerait en service entre 2014 et 2016 (c.n. 272).

Les défenseurs de l'environnement font les mêmes réserves que pour Don Sahong: il ne faut rien décider sans de très sérieuses études d'impact sur le long terme.

M. Sin Niny fait aussi remarquer que si le Cambodge s'opposait au barrage de Don Sahong, les Laotiens pourraient bien s'opposer à celui de Sambor ...



projets Lower Se San 2 et Lower Sre Pok 2

le barrage sur la Se San

Ce projet est très différent parce qu'il ne s'agit pas du cours du Mékong mais d'un affluent, de sorte que les autres pays ne peuvent pas s'y opposer: c'est une question entre le Cambodge et le Vietnam, qui fait les études et qui est candidat au financement et à la construction. La compagnie vietnamienne pourrait être rémunérée par une formule «bot». Pour l'instant, rien n'est signé.

Selon les informations données par EDC en janvier dernier (cn 272), il y a en fait deux projets «jumeaux»: *lower sre Pok 2*, et *lower Se San II*, situés au confluent de ces deux rivières, produisant respectivement 222 et 207 Mw. Ils entreraient en service en 2014 et 2015. Ils créeraient en amont des lacs considérables, qui évidemment noieraient des villages et affecteraient l'environnement animal et végétal.

Le ministère de l'Environnement a organisé un forum pour présenter le projet, qui a suscité beaucoup de recommandations, et de nombreuses demandes d'études supplémentaires. La compagnie vietnamienne responsable a revu les études précédentes, mais les communautés locales, et les ONG continuent à poser des questions, à l'infini, de sorte que le gouvernement, qui veut progresser, ne donne plus d'informations.

La situation suscite diverses réflexions. Les Cambodgiens veulent protéger la Se San, dit M. Sin Niny, mais est-ce possible ? Il fait observer que les Vietnamiens ont déjà construit quatre barrages sur la Se San, de leur côté de la frontière, et qu'un cinquième est en construction. Le Cambodge ne maîtrise donc pas la situation. Si les barrages vietnamiens provoquent des dommages dans l'avenir, c'est le Cambodge qui en sera victime.

Pour l'instant, les Vietnamiens ont le bénéfice des barrages, les Cambodgiens ont les inconvénients éventuels.

Dans ces conditions, le barrage sur la Se San apporterait du moins des bénéfices au Cambodge: de l'électricité, et de l'irrigation. Il y a d'ailleurs sur le cours cambodgien de la Se San plusieurs autres projets de barrages.

Un député du parti Sam Rainsy s'est inquiété des effets nocifs éventuels de ces barrages. Il a demandé au ministre des Affaires étrangères Hor Nam Hong des explications. Le ministre a demandé au Comité national du Mékong un rapport, et j'ai donné le compte-rendu complet de nos discussions avec les vietnamiens, dit M. Sin Niny. Depuis il semble que l'affaire ait été classée.

Nous avons avec les Vietnamiens un dialogue normal. Ils nous ont invités à visiter leurs barrages, et pour les plus récents, ils ont communiqué les informations aux membres du Comité du Mékong.

La règle établie par l'accord de 1995 est que, pour les barrages sur les affluents du Mékong, le pays constructeur doit seulement informer les autres membres de son projet. Au cas où ceux-ci (qui n'ont pas droit de véto) font des recommandations, des mises en garde, et que le pays constructeur n'en tient pas compte, et qu'il y a ensuite des dommages dûment prouvés (morts, maladies ...), alors le pays constructeur du barrage doit arrêter les travaux, ou bien payer des compensations.

A la suite de la construction par les Vietnamiens du barrage de Yali, il y a eu au Cambodge des plaintes concernant la qualité de l'eau, qui aurait provoqué des maladies, les décharges d'eau trop soudaines ... En fait, dit M. Sin Niny, je n'ai jamais pu obtenir de rapport solide, avec des preuves, concernant les dommages causés. J'ai écrit au gouverneur du Rattanakiri ... Dans ces affaires, il faut agir conformément aux règlements,

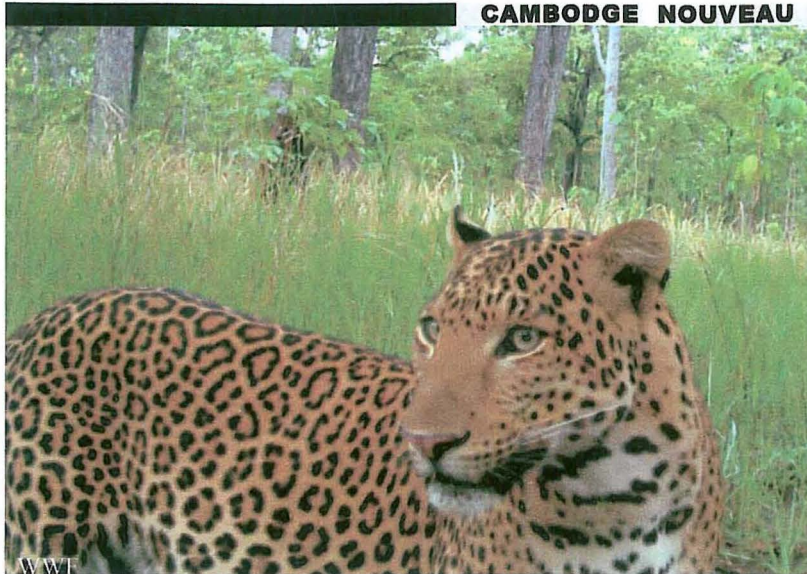
En tous cas pour les barrages sur la Se San et sur la sre Pok, la décision n'est pas prise.

les barrages vietnamiens sur la Se San

- Yali, 720 Mw, mis en service en 2002
- Se San 3, 260 Mw, mis en service en 2006
- Se San 3-1, 96 Mw, mis en service en 2007
- Se San 4, 330 Mw, mis en service en 2009
- Plei Krong, 110 Mw, mis en service en 2010-2011

Les Vietnamiens ont aussi 7 barrages en projet ou en service sur la sre Pok.

CAMBODGE NOUVEAU



Seng Tiek
Country director WWF Mekong
Craig Bruce
Project manager

protéger le

Mondolkiri

sauvage, le rotin, les orchidées ...

Il faudrait faire beaucoup plus, et par exemple de la recherche. Il reste beaucoup à découvrir. Au cours des 10 dernières années, dans la région du Mékong, on a découvert plus de 1 000 nouvelles espèces animales. Pour la seule année 2008, 168. Nous avons au Cambodge beaucoup de chercheurs, mais pas de moyens.

**menaces: les plantations,
les recherches minières,
les barrages, les immigrants**

Cette vaste région est encore très boisée, très sauvage, très peu peuplée. Elle constitue, comme les Cardamomes, une rare, précieuse réserve de nature vierge, d'animaux sauvages, d'arbres et de plantes ... dont l'inventaire est encore loin d'être complet ! Il est essentiel de la protéger de la destruction, de la dégradation.

Cette protection a commencé il y a quelques années. Les zones déclarées protégées représentent au total 25 % de la surface du pays: 18 % sous la responsabilité du ministère de l'Environnement, et 7 % sous d'autres autorités comme le ministère de l'Agriculture.

Dans le Mondolkiri notamment, il a été créé 4 zones protégées, 3 «sanctuaires de vie sauvage» et une «forêt protégée» qui couvrent une large partie de la surface totale.

Les limites de ces zones sont précises sur le papier ... sur le terrain beaucoup moins, observe Seng Tiek le *country director* pour WWF Greater Mekong. La protection est cependant bien réelle. Des rangers sont chargés de la faire respecter.

Par exemple, pour la forêt protégée, 300 000 ha, qui est au cœur du dispositif de protection du Mondolkiri, il existe 12 postes de rangers permanents, et 4 postes occupés par intermittences par les patrouilles de rangers. Un visiteur se fera interdire le passage, à moins qu'il n'ait une autorisation, et il devra être accompagné par des rangers. «Où nous avons beaucoup de visiteurs, le plus souvent des professionnels du tourisme. Des visiteurs individuels encore très peu. Nous ne sommes pas encore organisés pour l'éco-tourisme».

Des animaux sauvages, il y en a beaucoup. Des éléphants (une étude est en cours), beaucoup de gours, de bantengs, une petite population de buffles, beaucoup de léopards, peu de tigres (la dernière photo est de 2008), pas de couprey, beaucoup de pangolins, de tortues, de langour (singes) -*douk langaur, silver langaur*-, beaucoup de gibbons, ... et beaucoup de crocodiles du Siam, alors qu'on les croit en voie de disparition dans les Cardamomes.

Pour bien suivre cette vie animale, nous avons maintenant plus de 200 appareils de photo automatiques, c'est-à-dire déclenchés par l'animal lui-même; c'est un procédé très efficace. Et dans l'ensemble, oui, c'est très encourageant, dit M. Seng Tiek.

Les bons principes sont donc établis, mais il reste à les faire respecter. Les menaces sont multiples: les concessions pour l'hévéaculture, les recherches minières sont les principales. Les barrages aussi constituent une menace grave, parce qu'ils contrôlent le niveau de l'eau ... Il existe plusieurs projets concernant la Sre Pok et d'ailleurs les Vietnamiens en ont déjà construit plusieurs chez eux, en amont.

L'administration doit pouvoir dire non, et faire appliquer la loi. Mais la réalité est souvent différente. Finalement tout est dans les mains du gouvernement.

Le domaine dont nous devons nous occuper est immense. Développer les ressources naturelles par exemple: le miel

D'une façon générale, nous devons d'abord nous concentrer sur les menaces: les plantations d'hévéas, de manioc, les concessions minières, les infrastructures aussi: elles sont nécessaires, mais une nouvelle route amène des migrations (des gens de Kompong Cham, de Phnom Penh ...) et de nouveaux empiètements sur la forêt ... On est encore dans l'ancien système: on coupe une surface de forêt, on se l'attribue et on apaise les réclamations avec des backchiches. Oui il y a des réclamations adressées au gouvernement. Mais il faut que la loi soit mieux appliquée.

protéger la nature, une lutte constante

Pour l'instant le territoire à protéger, les paysages, sont en bon état. Mais la protection de la nature demande une lutte constante, et nous manquons de moyens. Pour la défense contre le feu par exemple nous sommes très peu équipés pour le moment.

Nos moyens ? Le budget de WWF est de 3 millions de dollars par an, et nous avons 150 salariés. Pour remplir toutes nos tâches, il nous faudrait un budget double, et ce serait encore faible.

La surface que nous devons protéger c'est officiellement 25 % des montagnes. La réalité est plus proche de 18 %. Nous considérons que sur 10 %, il ne faut faire aucun compromis avec les partisans du développement. C'est le strict minimum, qu'il faudrait en réalité porter à 25 %.

La première des priorités est qu'il soit reconnu que conserver c'est aussi important que développer, que conserver c'est aussi développer.

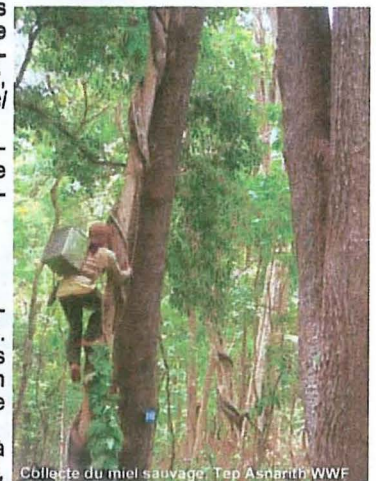
En fait il faudrait une approche commune entre conservateurs et développeurs.

prémices de l'éco-tourisme

Par exemple il faut développer l'éco-tourisme. Cette formule n'est pas une solution à tout, il n'en faut pas trop, mais elle peut contribuer.

Il y a un commencement à Dey Hey (*Deshayes*), avec une communauté villageoise et un *home stay* qui sera inauguré en novembre. Le visiteur trouvera là pour 60 \$ un gîte très simple et un guide qui le mènera dans les environs.

Il existe un projet *d'eco-lodge* très élaboré (style Phnong) à Mreuch, sur la Sre Pok. Pour ces projets-là, nous recherchons des «investisseurs verts», qui ne pensent pas qu'au business, qui voient la protection de la nature comme une priorité.



Phnom Penh en mouvement

quelques grands programmes immobiliers

Il peut y avoir crise de l'immobilier, en tous cas la construction à Phnom Penh reste très active. Les ventes ? Plutôt maussades, mais variables selon les programmes. Quelques exemples:

- la **tour Canada** est maintenant terminée, la première à Phnom Penh. En cours d'aménagement.

- la **tour de 42 étages** dite **Gold Tower**, au croisement de Preah Sihanouk et de Monivong, avec des piliers de plus de 35 m dans le sol, s'élève rapidement, fin septembre elle en est au 5ème étage. Financement coréen (il n'y a pas arrêté total des investissements coréens, les chantiers en cours sont poursuivis).

- **Phnom Penh tower**, toute proche, bd. Monivong, en construction, elle aura 22 étages.

Sur le front de Bassac:

- l'**île de Koh Pich**, rebaptisée **Diamond Island**, est maintenant reliée à la rive par un pont terminé qui permet de visiter ces impressionnantes surfaces par de larges avenues plantées d'arbres; un grand centre de conférences et d'expositions est en construction, ainsi que, côté sud, un programme d'ha-



Elite town, sur Diamond Island (Koh Pich)

bitations financé par la **Canada bank** dit **Elite town**. Ce programme se vend bien. La première phase, 168 unités, qui sera terminée à la fin de l'année, est vendue à 40 %. Les 16 villas les plus chères, 16m60 x 22m60, sur un terrain de 20 x 28m, sont toutes vendues, 284 000 \$, en général cash. Les ventes se sont beaucoup accélérées en septembre, dit le bu-



4 condos Rose, dominant Embassy place

reau de ventes. Plus difficiles à vendre: les 22 maisons jumelées, et les «linkhouses». Les trois tours prévues le long du Bassac seront construites en 2010.

Un deuxième pont, côté nord de l'île, au pied du casino, est en cours de construction. Il en est prévu un troisième, près de la pointe sud (pour l'ensemble du projet voir c.n. n° 273).

- le projet **Posco** (juste au sud de l'ambassade de Russie): un hôtel de 25 étages, encore au niveau du sol, est en construction.



Futur 2eme pont pour Diamond Island - en construction)

- le projet dit **IFC, International Finance Complex**: sur une surface de 6,8 ha, il est prévu six tours de 44 à 51 étages et un ensemble d'appartements de 34 étages. Investissement coréen d'environ 1 milliard de dollars: en attente.

- l'**hôtel Accor / Sofitel** (propriétaire: la compagnie cambodgienne **Phokeetra**): le gros œuvre est pratiquement terminé. Ouverture prévue mai ou juin 2010 (photo).

- **Embassy Village** important ensemble immobilier le long du Bassac, côté ville, en face de l'Elite town de l'île de Koh Pich. Financement **Canada bank**. Les deux premiers programmes de villas sont entièrement vendus; un troisième est en préparation.

- les 4 «condos» dits «Rose», de 28 étages, une centaine d'unités chacun, qui dominent Embassy Village, en construction (photo), ont été vendus en quelques jours (120 000 dollars l'unité).

- le pont routier qui permettra de franchir facilement le carrefour Monivong en direction de Takmau: les travaux ont commencé. Le doublement du pont Monivong est terminé; la RN1 au-delà est en cours d'élargissement.

Chruy Changwar:

- pour l'hôtel 5 étoiles de 646 chambres et appartements, 18 étages, on en est aux piles souterraines (48m). Dans une deuxième phase le projet prévoit 3 condominiums face à la ville et 53 villas; et un nouveau pont. Financement: **Sokha Hotels and Resorts** (c.n. 270).

- toute la **presqu'île de Chruy Changwar** est en voie d'urbanisation, villas et lotissements. L'université **Norton** est en voie de finition (photo).



Chruy Changwar Université Norton



Front de Bassac: le futur Sofitel



LIVRES

Bangkok Tattoo

par John Burdett

On n'a pas oublié Sonchai Jitpleecheep, policier dans le 8ème district de Bangkok, narrateur merveilleux des histoires compliquées, épouvantables, qui remplissent sa vie quotidienne de flic exceptionnellement honnête. Voici la suite de *Bangkok 8*.

Sonchai est maintenant l'adjoint du chef de la police, le très puissant colonel Vikorn, dont la bête noire est le non moins puissant, méchant, dangereux, inventif dans l'exercice de son pouvoir de nuire, le général de l'armée Zinna. Ces deux-là rivalisent en coups tordus. Mission de Sonchai: nuire autant que possible à Zinna.

L'histoire serait déjà assez sombre, mais voilà que Sonchai est aussi, la nuit, gérant d'un bar plus que louche, du côté de *cow boy street*, qui plaît beaucoup aux Américains vieux et riches, où il seconde sa mère, fondatrice, et dont le propriétaire est justement Vikorn, le chef de la police.

Au nombre des protagonistes principaux, il faut aussi compter la ravissante Chanya, dont le pouvoir de séduction est exceptionnel et qui est au fond le personnage principal du récit, divers compagnons et accros de cette cascadante Chanya, un imam aux yeux de braise, pacifiste et fort subtil et le fils un peu niais de celui-ci, un Japonais véritable génie du tatouage, un *katoey* -c'est-à-dire un travesti-, un farang passeur de drogue (une mule) qui se fait tabasser grave et finalement exécuter de façon épouvantable, un caïd de la drogue, et son épouse, tués l'un et l'autre dans des circonstances contées en détails, un agent de la CIA qui élève et collectionne des araignées, deux collègues qui essaient de retrouver sa trace, un businessman sino-thaï de grande classe qui introduit Chanya dans la société new-yorkaise ...

Tout irait normalement en somme dans ce Bangkok souterrain, avec une routine d'affaires de drogue, de prostitution, d'assassinats et une grande variété d'épisodes que la loi réprime totalement, si ce n'est que, tout de même, voilà que Chanya a selon toute apparence assassiné un client. Bon, cela arrive, mais avec d'affreux détails dans l'exécution qui déconcertent ceux qui la connaissent. Que s'est-il passé au juste ? Et pourquoi ? C'est la trame du récit.



Dans ce *Bangkok Tattoo* comme dans *Bangkok 8*, le plaisir de la lecture vient de la rapidité, de l'efficacité du style; d'une succession haletante d'épisodes dont certains vous feront rire tout haut, et d'autres vous mettront l'estomac au bord des dents; sans compter certains autres, aussi épiciés que la cuisine thaïe qui pourraient faire classer ce livre dans la catégorie «à lire en cachette». Et d'une bonne humeur sous-jacente qui fait de tout cela une lecture tonique.

Le plaisir vient aussi des très solides connaissances de l'auteur: police, prostitution, drogue, chirurgie esthétique, tatouage, cuisine ... ; et encore d'une multitude de notations sur les comportements, les croyances, les points qui différencient la culture occidentale de la culture thaïe. Il y a de la finesse psychologique dans ces entrelacs et ces dialogues de personnages bien frappés.

Dans *Bangkok Tattoo* on voyage beaucoup: dans le nord de la Thaïlande du côté de Chiang Mai, et l'on apprend beaucoup sur la drogue; dans le sud musulman et l'on est avec l'émir Mustapha dans la crainte des fondamentalistes et d'Al Qaïda; à El Paso; et aux Etats-Unis et l'on s'initie à certaines coutumes de Las Vegas ...

Il faut ajouter qu'il y a aussi de la spiritualité dans ce noir et complexe bouillon littéraire. C'est que tout jeunes, Sonchai, le conteur, et son ami Pichai, à la suite d'une malheureuse affaire d'homicide, ont passé douze mois en méditations intensives dans un monastère du nord de la Thaïlande tenu par un abbé extrêmement respecté -au reste frère du colonel Vikorn.

Sonchai, thaïlandais, fils d'un GI américain et de la remarquable Nong (*voir Bangkok 8*), moine manqué devenu policier, est ainsi fait de cultures diverses qui transparaissent dans son récit, qui font de ce livre une passerelle pour les farang curieux de comparaisons, habités par la soif de comprendre les différences.

Il y a enfin des réflexions que l'on peut attribuer directement à l'auteur et qui peuvent retenir l'attention des businessmen:

«D'après Thanee et ses amis chinois, l'unique superpuissance mondiale, dont l'économie est la plus grosse de la planète, est vieille, surmenée, gouvernée à l'excès, plus lourdement cuirassée qu'un tyrannosaure, prise dans une impasse et trop bornée pour connaître une expansion spectaculaire. «La Chine moderne est un pays jeune, né en 1949. Elle vient d'entrer dans la grande période des entrepreneurs casse-cou et des barons voleurs, jouit exactement du bon équilibre entre la corruption d'une part, le droit et l'ordre de l'autre, qui permet à ses hommes d'affaires les plus habiles et les plus féroces de court-circuiter la bureaucratie tandis que les citoyens ordinaires sont gardés bien en mains. C'est à peu près l'équivalent de l'âge d'or des Rockefeller, Joseph Kennedy et Al Capone. (...) Avant 20 ans la Chine sera la première économie du globe et le pays du monde le plus important pour les habitants de la Thaïlande. Peuplée de deux milliards de capitalistes nés, son potentiel d'expansion est incalculable.»

Dans une note en fin de livre l'auteur rassure le lecteur: *«Bangkok est l'une des plus grandes villes du monde, et toutes ont un quartier chaud. L'industrie du sexe est moins importante, par habitant, en Thaïlande que dans d'autres pays ... la plupart des touristes y passent d'excellentes vacances sans rien y trouver de sordide ... Je dois dire que je n'ai constaté personnellement aucune forme de corruption policière dans le pays ... ».*

C.J.

Bangkok Tattoo, par John Burdett, trad. Thierry Piélat, 380 p., 10/18, 2006.



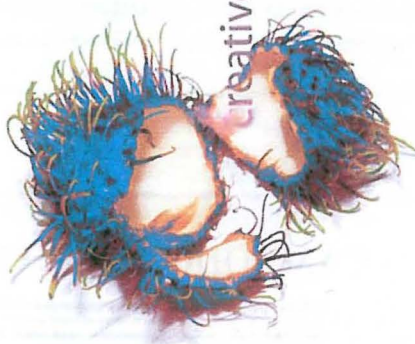
creative graphic design solutions*

khmer>dev

• création graphique originale
multimédia & édition



www.khmerdev.com
publicité, logotype, carte de visite,
flyers, enseigne, identité visuelle.
nos compétences graphiques
à votre service.
design@khmerdev.com





DIVERS

Total Exploration et Production

Le contrat entre le gouvernement cambodgien et Total Exploration et Production (cf interview et cartes dans cn 279), n'a pas

été annulé, contrairement à ce que laissait entendre un article du *Cambodia Daily* du 1er septembre, nous dit Jean-Pierre Labbé, general manager de Total EP Cambodge. La signature est imminente, «elle traîne un peu». « Je ne peux pas imaginer que le Cambodge pourrait annuler un contrat qui a été officiellement annoncé par le Premier ministre Hun Sen le 13 juillet dernier à Paris ».

Concernant ce bloc 3, dans la zone off-shore revendiquée par la Thaïlande et par le Cambodge, rien ne peut se faire, ni études, ni exploration, ni forages, tant que les deux pays ne se seront pas mis d'accord sur la ligne frontalière, a rappelé Jean-Pierre Labbé lors d'un exposé à la Chambre de Commerce Franco Cambodgienne le 17 septembre. Ces négociations peuvent être longues, le délai est imprévisible (peut-être cinq ans ?). Il est donc impossible de savoir quand l'exploration pourra commencer, et on ne peut rien prédire concernant les réserves éventuelles.

Prey Nup

Bonne nouvelle, nous dit Vincent David, ingénieur hydraulicien qui a dirigé la réalisation des polders de Prey Nup de 1998 à 2008. L'entretien « lourd » des polders, recharger les digues, qui s'enfoncent (15 cm tous les deux ans), remplacer les pieux détériorés qui soutiennent les vannes, est pris en charge par le gouvernement. Il y consacre 200 000 dollars.

L'Aéroport International de Sihanoukville (Kang Keng)

Il ne sera pas inauguré avant la fin novembre, nous dit Khek Norinda, chargé de la communication à la SCA, Société Concessionnaire des Aéroports.

Réhabilitation des voies ferrées

C'est à la voie sud, Phnom Penh—Sihanoukville que sera sans doute donné la priorité, dit G. Goepfert, directeur de TSO, société chargée de la réhabilitation, parce que le futur gestionnaire, la cie australienne Toll, mise surtout sur le transport de fret. TSO travaille actuellement sur les 48 km de la section Sisophoan—Poipet (achat de traverses, etc ...).

La réhabilitation de la voie sud, 266 km,

avec 97 ponts, durera dans le meilleur des cas 36 mois (si l'on peut interrompre le trafic pendant les travaux), et un an de plus s'il faut arrêter les travaux et déplacer le matériel pour chaque passage de train.

Il y aura beaucoup moins de gares que dans la passé, la priorité étant donnée au fret. Pour le déplacement des gens « il existe de très bonnes liaisons routières, par taxi collectif et par bus ».

Reste à décider la construction de deux « bretelles » l'une desservant la cimenterie K Cement de Touk Meas, et l'autre la zone de développement économique de Phnom Penh (PPSEZ). Reste aussi à décider précisément la desserte du port de Sihanoukville. La réhabilitation de la voie qui, à Phnom Penh, dessert l'ancien port, utilisée deux fois par mois pour du transport de carburant, est très probable.

Code pénal à l'examen de l'Assemblée nationale

Mis au point pendant des années par des juristes français et cambodgiens, le nouveau code pénal est examiné par l'Assemblée nationale. Il compte 120 infractions au lieu de 35 (par exemple a été introduite la responsabilité pénale des personnes morales). Il prend en compte certains aspects de la common law, en matière commerciale notamment, et des particularités du Cambodge (atteinte à la personnalité des bonzes ...). «Ce nouveau code, très en avance, est conforme à toutes les conventions, à tout ce qui se fait de mieux dans le monde» disait le juriste Michel Bonnieu en avril 2005 (cn 229).

Une question: **décriminaliser la diffamation** ? Le nouveau code le prévoit (selon l'actuelle loi UNTAC: 8 jours à un an de prison et 250 à 2 500 dollars d'amende). C'est depuis longtemps le souhait du Premier ministre que la diffamation relève du droit civil (voir interview Khieu Kanharith en mai 2006 (cn 241). Mais lourde amende en cas de condamnation par le tribunal. Il n'y aura plus de prison pour la presse, en fonction de la loi sur la presse, sauf en cas d'incitation à la violence, à une activité criminelle, de diffusion de fausses nouvelles menaçant l'ordre public (jusqu'à deux ans de prison).

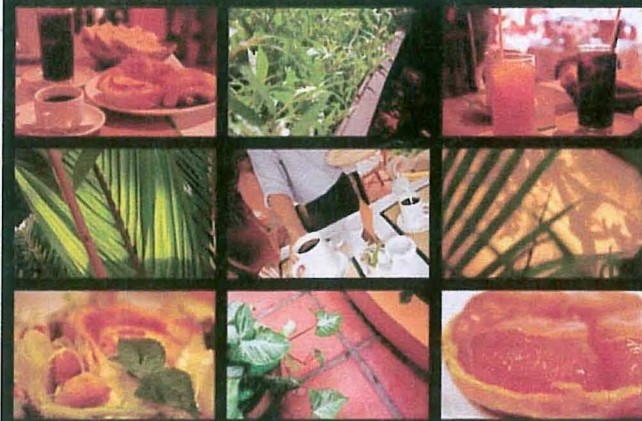
Le prix du riz: niveaux normaux

Fin septembre, près de la gare: meilleure qualité 35 \$ le sac de 50 kg (riz de Battambang); qualité moyenne (riz de Thaïlande) 32 \$ le sac; moins bonne qualité: 28 \$; on trouve du riz («pas bon») à 18 \$ les 50 kg. Ces prix sont «normaux» à cette époque de l'année. Ils augmenteront au cours des mois qui viennent, évolution saisonnière normale.



Comme à la Maison Delicatessen

Restaurant, Deli Shop & Catering



13 St 57, Phnom Penh - 023 360 801 / 012 951 869
www.commealamaison-delicatessen.com
Tous les jours de 6h00 à 15h00 et de 18h00 à 22h30

Guide Total des Routes du Cambodge

La cinquième édition, 2009—2010: parution prochaine. Deux volumes, en français et en anglais; 130 pages chacun. Textes et cartes mis à jour et très enrichis. Plus de 130 photos. Itinéraires. Beaucoup d'encadrés concernant les sites archéologiques, les sites naturels, les zones protégées et l'éco-tourisme, la société, l'économie du Cambodge, ...

Tout Cambodge Nouveau en six volumes

Dix collections complètes de *Cambodge Nouveau* -les 262 numéros parus de février 1994 à février 2008- ont été reliées grâce au programme *Valuease -Valorisation de l'Ecrit dans l'Asie du Sud-Est-* et à l'Ambassade de France. Chaque collection compte six volumes, sous forte couverture, réalisation *Khmer Dev*. Chaque volume contient, à la fin, un INDEX complet de tous les articles parus avec leurs références, facilitant les recherches. Ces collections sont données aux principales bibliothèques du Cambodge: Bibliothèque nationale, Institut Bouddhique, Bibliothèque Hun Sen, Bibliothèque du Sénat, Bibliothèque du Musée national, Bibliothèque du Centre d'études khmères à Siem Reap, nouvelle Bibliothèque Hun Sen—Louk Choum Teav, etc ...

CAMBODGE NOUVEAU

le journal des décideurs votre meilleur investissement



Publié par la SERIC
Directeur - rédacteur en chef
Alain Gascuel

photos *Cambodge Nouveau* etc ...

distribué par e-mail
depuis le n° 253 de Juin 2007

CAMBODGE NOUVEAU

B 58 rue 302 - BP 836 Phnom Penh
tel 023 214 610 portable 012 803 410
E-mail cambodge.nouveau@forum.org.kh